



## **DE LA COM... MAIS AUCUNE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT : LA CULTURE SACRIFIÉE !**

### **Appel national à la mobilisation des professionnel.le.s du spectacle, du cinéma et de l'audiovisuel mardi 19 janvier**

À l'appel d'une multitude d'organisations, le 15 décembre 2020, près de 20 000 professionnel.le.s du spectacle et de la Culture se sont mobilisés à travers la France pour dénoncer la politique irresponsable menée par le Gouvernement à l'encontre du secteur culturel.

À ce jour, les comédien.ne.s, les musicien.ne.s, les chanteuses et chanteurs, les danseuses et danseurs, les circassien.ne.s, les marionnettistes, les artistes auteurs, les technicien.ne.s du spectacle ou les enseignant.e.s artistiques, se trouvent toujours dans l'impossibilité de travailler en raison des interdictions imposées au spectacle vivant et aux salles de cinéma.

Ici, ce qui se joue, ce sont des femmes et des hommes qui veulent travailler, même si les lieux sont fermés au public et qui tombent par milliers dans la précarité.

Ici, ce qui se joue, c'est l'effondrement de nos systèmes de solidarité professionnelle que nous avons construits et qui ont démontré leur efficacité en garantissant des droits sociaux aux travailleuses et travailleurs de nos secteurs, en particulier aux plus précaires. Nous avons alerté à maintes reprises la ministre de la Culture et le gouvernement de l'urgence sociale qui s'abat sur nos professions et avons porté à leur connaissance nos propositions.

### **AUCUNE RÉPONSE À NOS PROPOSITIONS DE SOUTIEN AUX RÉPÉTITIONS/RÉSIDENCES**

Lors de la réunion du 13 janvier avec Madame Roselyne Bachelot en présence des organisations patronales et syndicales du secteur, la ministre a annoncé que les premières mesures de soutien à l'emploi d'artistes et de techniciens ne verront pas le jour avant octobre 2021 (!) et sans annoncer aucune nouvelle enveloppe budgétaire. Alors qu'à l'annonce du confinement, à la fin du mois d'octobre, elle invitait les artistes empêchés d'être sur scène à " continuer à créer, répéter, enregistrer et diffusé leurs spectacle " elle n'y a toujours pas consacré un seul centime. Voulait-elle dire que les artistes et technicien.ne.s doivent travailler sans salaire ? Nous estimons pourtant que 115 millions d'euros sont aujourd'hui nécessaires pour assurer ne serait-ce que 10 journées de travail aux salarié.e.s intermittent.e.s du spectacle.

### **UNE ANNEE BLANCHE AU RABAIS ?**

Malgré les annonces faites dans différents médias, la ministre nous a indiqué que la prolongation des droits à l'assurance chômage des intermittents du spectacle n'avait pas été arbitrée. Le gouvernement hésiterait en effet entre une prolongation avec des allocations au rabais et des « mesures spécifiques » que la ministre n'a pris la peine de détailler. En clair le gouvernement refuse d'annoncer que l'année blanche sera prolongée. Comment imagine-t'il que les artistes et techniciens vont « faire leur 507 heures » ?

### **PAS DE REPONSE A CE JOUR POUR GARANTIR TOUS LES DROITS SOCIAUX**

Nous n'avons pas eu non plus eu d'arbitrage permettant de résoudre les difficultés que rencontrent les salarié.e.s privé.e.s privé.e.s de leur droit à congés maternité et maladie dans la période faute de travail salarié. Aucune annonce non plus sur le refinancement de nos caisses sociales. La question de la continuité et de l'accès aux droits sociaux (garantie santé, prévoyance décès, invalidité, médecine du travail) se pose à moyen terme.

Quant à l'activité partielle, qui pouvait jusqu'alors s'appliquer à tout type de structure, celle-ci ne semble plus garantie qu'aux seules salles de spectacle "recevant du public".

En tant qu'artistes, ouvrier.e.s, technicien.ne.s, personnels administratifs, enseignant.e.s artistiques, notre responsabilité est de ne pas laisser le gouvernement sacrifier l'ensemble de l'écosystème de nos professions. Ce que nous défendons est une question de démocratie et d'émancipation, celui du droit à la création, du droit de transmettre et de permettre à toutes et tous d'accéder aux œuvres.

Nous appelons toutes et tous les professionnel.le.s du spectacle, ainsi que les publics à rejoindre massivement les rassemblements unitaires annoncés dans chaque ville mardi 19 janvier 2021 et les jours suivants.

Paris, 14/01/2021.